lettre d'information

Résonances

octobre 2021, n°234

Pôle ressources ville et développement social
Centre de Ressources Politique de la Ville ouest francilien
39 rue des bussys
95600 Eaubonne
01.34.05.17.17
poleressources.95@wanadoo.fr

L'actu du Pôle ressources

< Cycle de qualification, 18 novembre, 9h-16h30, Argenteuil >

QUELLE(S) ÉCONOMIE(S) CIRCULAIRE(S) POUR LES QUARTIERS POPULAIRES ?

Dans le cadre du cycle « Transition écologique et quartiers populaires », le Pôle ressources propose un quatrième séminaire, consacré à l'économie circulaire et solidaire. En croisant expertises professionnelles ou académiques, expériences institutionnelles et initiatives associatives, cette rencontre porte l'ambition de mettre en valeur des démarches locales inspirantes. Elle sera l'occasion de s'interroger sur les leviers de développement sociaux (insertion, solidarité, cohésion…) que les économies circulaires (réemploi, recyclage…) apportent aux territoires populaires et populations précaires.

https://poleressources95.org/actions/quelles-economies-circulaires-et-solidaires-pour-les-quartiers-populaires/



< Publication >

5ÈME RAPPORT CONSACRÉ À LA PAROLE DES HABITANT.E.S DES QUARTIERS POPULAIRES

Depuis 2011, le Pôle ressources et la Fédération des centres sociaux du Val d'Oise sont engagés dans une démarche nationale - portée par leurs réseaux respectifs - de recueil et de valorisation de la parole d'habitant.e.s des quartiers populaires. En s'appuyant sur la construction d'une parole collective, celle-ci vise à positionner les habitant.e.s des quartiers comme coconstructeurs.rice.s de politiques adaptées à leurs besoins, interpeller les pouvoirs publics sur les situations vécues dans les quartiers, et promouvoir le dialogue entre élu.e.s, décideur.euse.s publics, professionnel.le.s et habitant.e.s. Le 5ème opus, « Des habitant.e.s comme les autres ? « On vit là normalement, enfin presque… ! », met en exergue la manière dont les habitant.e.s des quartiers ont su rebondir face à une crise sanitaire qui a exacerbé et renforcé des inégalités préexistantes. Durant l'année 2020, 22 centres sociaux, appuyés par des centres de ressources Politique de la ville, ont recueilli la parole d'environ 250 habitant.e.s, dont les territoires de Garges-lès-Gonesse et Goussainville pour le Val d'Oise.

http://cosoter-ressources.info/index.php?lvl=notice_display&id=82039

< Appui-accompagnement >

UN DIAGNOSTIC TERRITORIAL SUR L'EMPLOI À CHANTELOUP-LES-VIGNES

La ville de Chanteloup-les-Vignes, en lien avec la Préfecture des Yvelines et la Communauté urbaine GPSEO, souhaite se doter d'un diagnostic territorial portant sur l'emploi et l'insertion. Dans la perspective d'une labellisation « Cité de l'emploi » englobant également la ville de Vernouillet, les acteur.trice.s du territoire œuvrant dans le champ de l'emploi seront prochainement réuni.e.s. Cette rencontre, à laquelle le Pôle ressources est associé, sera l'opportunité de dresser un état des lieux de l'existant et de convenir d'une stratégie d'actions à venir.

< Vie du réseau national des CRPV, 21 et 22 octobre, Paris >

6ÈME RENCONTRE NATIONALE DES ÉQUIPES DES CRPV

La 6ème édition des rencontres des équipes du réseau national des CRPV sera l'occasion, lors de deux journées ponctuées de forums ouverts, de temps de travail et d'échanges, de mener une réflexion sur la vie du réseau et d'envisager des perspectives de travail communes.

< Vie de l'association >

COOPÉRATIVE ACTEURS NUTRITION DE L'EST VAL D'OISE : ACCUEIL D'UNE SECONDE VOLONTAIRE EN SERVICE CIVIQUE

Le Pôle ressources accueille une seconde volontaire en service civique. Fareine Saint-Hubert appuiera l'association, pendant 8 mois, pour la poursuite du projet intercommunal de coopérative d'acteurs nutrition de l'Est du Val d'Oise.

< Rencontre, 19 octobre, 9h-16h30, Paris >

RENCONTRE DES COORDONNATEUR.RICES ASV/CLS/CLSM FRANCILIEN.NE.S

PromoSanté Île-de-France et les CRPV franciliens (Profession Banlieue, Ressources Urbaines et le Pôle ressources) reconduisent une rencontre des coordinateur.rice.s ASV/CLS/CLSM d'Île-de-France. Cette journée sera notamment l'occasion d'échanger autour des fondamentaux de la promotion de la santé et de la lutte contre les inégalités sociales de santé ; de soutenir, à travers des ateliers d'échanges, la prise de fonction des personnes nouvellement en poste.

National / Régional



Participation

DES CONSEILS CITOYENS : POUR QUOI FAIRE ? UNE CONTRIBUTION DES CRPV

Six ans après le lancement des conseils citoyens institués par la loi Lamy, et à l'aune de l'évaluation des contrats de ville prévue en 2022, les centres de ressources Politique de la ville reviennent dans un texte collectif, sur la création et l'évolution des conseils citoyens. Cette publication analyse notamment la teneur réelle de l'ambition initiale de ces instances visant à favoriser la participation des habitant.e.s des quartiers prioritaires dans la construction, le suivi et l'évaluation des politiques publiques conduites dans ces quartiers. En s'appuyant sur des exemples recouvrant le territoire national, les contributeur.rice.s interrogent la place qu'occupent actuellement les conseils citoyens, leur rôle dans les contrats de ville, et les avancées qu'ils ont pu apporter aussi bien au niveau collectif (impact sur le quartier, les partenaires publics), qu'à l'échelle individuelle (trajectoires des personnes investies dans ces instances).

www.yallerparquatrechemins.fr/des-conseils-citoyens-pour-quoi-faire/2021/09/30

Jeunesse

UNE ÉTUDE SUR LES INÉGALITÉS ENTRE JEUNES PAR L'INJEP

L'Injep a publié les résultats d'une enquête portant sur les impacts de la crise sanitaire auprès des jeunes âgé.e.s de 18 à 24 ans. Cette dernière a accentué les inégalités entre jeunes issu.e.s des différentes classes sociales et a aggravé les conditions de vie de certaines catégories. On apprend aussi que les jeunes issus des milieux les moins favorisés, les femmes et les jeunes en emploi ont été les plus touché.e.s par les effets de la crise. A l'appui de données chiffrées, l'Injep propose une lecture objectivée de la situation (mesure des conditions de vie, évolution de la situation financière et socioprofessionnelle des jeunes interrogés au cours du confinement).

https://injep.fr/publication/degradation-des-conditions-de-vie-et-de-logement-des-18-24-ans/

EN BREF

- Le financement de la transition écologique et sociale dans les villes de banlieue, étude, Association des maires Villes & Banlieue ; Agence France Locale (AFL), septembre

www.agence-france-locale.fr/sites/afl/files/base_documentaire/2021-09/ETUDE%20Financement%20Ville%26banlieue%20VF_light.pdf

- Guide sur la sécurité dans la Politique de la ville, ANCT, mai

https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/sites/default/files/2021-05/Guide%20sur%20la%20s%C3%A9curite%20dans%20la%20politique%20de%20la%20ville%20ANCT.pdf

- L'égalité des chances, jalon des politiques de jeunesse, Sénat, Rapport d'information, septembre

www.senat.fr/notice-rapport/2020/r20-848-notice.html

Ouest francilien (Hauts-de-Seine / Val d'Oise / Yvelines)

Communauté d'agglomération Roissy Pays de France

UNE NOUVELLE ÉCOLE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE (ETRE) DANS LE VAL D'OISE

L'école de la transition écologique, fondée en 2017 à l'initiative de l'association 3PA formation, offre à des jeunes de 16 à 25 ans, en situation de décrochage scolaire ou en réorientation, la possibilité de découvrir « les métiers verts ou verdissants », en lien avec la transition écologique - économie circulaire, menuiserie, réparation de vélos, écoconstruction, énergies renouvelables et agriculture urbaine. Via une pédagogie active, les apprenant.e.s découvrent des métiers qui répondent aux enjeux environnementaux de demain, s'orientant ensuite vers des formations qualifiantes. Une école de la transition écologique - qui a vocation à essaimer au niveau national - s'implante à Roissy Pays de France, avec le soutien de partenaires du territoire, pour, notamment, mettre en place des formations préqualifiantes.

Contact : Raphael Lurois, raphael.lurois@etre-valdoise.fr

Ouest francilien

L'AGENCE DU TRAVAIL D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DOTE L'OUEST FRANCILIEN DE RÉFÉRENT.E.S TERRITORIAUX.ALES

Créée en 2018, l'Agence du Travail d'Intérêt Général et de l'Insertion Professionnelle vise notamment à faciliter la mise en lien de personnes condamnées à effectuer des travaux d'intérêt général avec des structures volontaires pour les accueillir. Dans cette perspective, des référent.e.s territoriaux.iales ont été installé.e.s sur le territoire de l'ouest francilien, avec, entre autres missions, d'accompagner les tuteur.trice.s en charge du suivi des personnes condamnées et d'administrer la plateforme numérique TIG 360°.

(Hauts-de-Seine et Yvelines), Blandine Gros-Bonnivard, blandine.gros-bonnivard@justice.fr

Argenteuil - Bezons

LE LANCEMENT DU PLAN RÉGIONAL D'INSERTION POUR LA JEUNESSE SUR LE TERRITOIRE

Le 23 septembre s'est tenu le Comité de pilotage de lancement du Plan régional d'insertion pour la jeunesse (PRIJ) « Argenteuil-Bezons », en présence d'une cinquantaine d'acteur.rice.s institutionnel.le.s, politiques, associatif.ve.s et professionnel.le.s. Ce dispositif vise les jeunes (16-30 ans), ni en emploi, ni en études, ni en formation, issus des quartiers de la Politique de la ville. Piloté par la Mission Locale « Argenteuil-Bezons », il se fonde sur la coopération de l'ensemble des acteur.rice.s terrain et s'inscrit dans une logique de parcours favorisant l'« aller vers » et le « faire avec ». La dynamique à l'œuvre entend, au cours des prochains mois, mobiliser les partenaires de l'insertion sociale et de l'emploi à travers un consortium, un comité de pilotage, et des groupes de travail opérationnel.

Contact : Morgane DZANO, dzano@mlab-mlidf.org

Fiche expérience

Val d'Oise / Yvelines

UN DISPOSITIF ITINÉRANT POUR SOUTENIR LES FEMMES ISOLÉES ET PRÉCARISÉES

L'institut des Hauts-de-Seine porte un projet partenarial de bus itinérant, qui, depuis 2019, sillonne les routes des Hauts-de-Seine et des Yvelines pour apporter un soutien médical, juridique, psychologique, ou encore lié à la vie quotidienne auprès de femmes isolées et précarisées.

Association loi 1901 à vocation sociale, l'Institut des Hauts-de-Seine vise, dans le prolongement des actions déployées par les départements des Hauts-de-Seine et des Yvelines (qui la financent), à soutenir les personnes les plus fragilisées - personnes isolées, âgées, handicapées, femmes, notamment. La création, dès 2008, de 7 écoles françaises des femmes fait partie des actions impulsées par l'Institut. Implantées dans des quartiers en Politique de la ville des Hauts-de-Seine, celles-ci accueillent des femmes de près de 80 nationalités, pour leur permettre d'apprendre le français. *Par le biais de ces écoles, on s'est aperçu qu'il existait de véritables problématiques d'accès aux soins pour les femmes résidant au sein de quartiers populaires,* se remémore Bénédicte de Kerprigent, directrice générale et fondatrice de l'Institut. La structure engage alors une réflexion pour apporter une réponse aux difficultés d'accès à la santé de ces habitantes vulnérables, en allant à leur rencontre.

D'un projet de dépistage de cancers féminins pour les femmes invisibles...

Ce projet de prévention santé et bien-être, concrétisé dans les années 1990 par un camion itinérant, est pensé pour « aller vers », pour rompre la solitude et créer du lien social auprès des femmes les plus fragilisées, notamment celles résidant au sein de quartiers prioritaires ou de zones rurales. *La solitude est un fléau sociétal, on se rend compte que cela peut conduire à des dépendances, à un mal-être physique, mental,* explique la directrice de l'Institut. Au départ, le camion, aménagé spécifiquement dans cette optique, circule pour proposer des dépistages de cancers féminins. *Ces femmes nécessitent un accompagnement privilégié, car on se rend compte que, bien souvent, elles sont isolées, avec de vraies problématiques de surmenage, d'épuisement,* poursuit Bénédicte de Kerprigent. Ceci est renforcé par le fait, que, bien souvent, ces femmes ne peuvent, ou n'osent franchir les portes de structures d'accueil, de santé, d'accès aux droits.... En cause, des problèmes de mobilité, de temps, (femmes monoparentales) la méconnaissance des accueils, divers empêchements personnels et familiaux (enfermement au sein de cellules familiales), *ce qui engendre automatiquement un accès amoindri aux dispositifs d'accueils spécifiques et publics*, souligne la directrice de l'Institut. Malgré un dispositif qui fonctionne bien, le projet s'arrête un temps. *Cela est d'autant plus dommageable que les bilans soulignaient un manque d'accès aux soins prégnant pour les femmes fréquentant le camion*, indique Bénédicte de Kerprigent.

A un projet partenarial élargi pour répondre aux problématiques de la vie quotidienne

Néanmoins, le projet d'un lieu d'accueil itinérant est relancé, et conduit en 2019, à l'aménagement d'un véritable bus RATP. Celui-ci bénéficie notamment de financements du Conseil départemental pour intervenir dans les quartiers populaires des Hauts-de-Seine, une précarité accentuée étant constatée dans ces territoires. Le public reçu se compose majoritairement de femmes monoparentales, en recherche d'emploi, victimes de violences ou encore de femmes âgées et isolées. Le bus a donc vocation à réunir des professionnel.le.s de différents secteurs en un même lieu, pour faciliter des démarches souvent multiples et complexes. Pour ce faire, divers partenariats, avec les ordres des avocats des Hauts-de-Seine et des Yvelines, le conseil départemental du 92 de l'ordre des médecins, les forces de l'ordre, ou encore avec des travailleur.euse.s du social, permettent, en un même lieu, de proposer des consultations anonymes et gratuites, dans des domaines variés : sanitaire, social, juridique ou psychologique. Dans un environnement accueillant, le bus offre un espace d'orientation et d'évaluation des problématiques des femmes reçues ; un espace dédié aux dépistages (visuel, auditif, bilan sanguin), proposant également des conseils en lien avec la santé ; et des espaces consacrés aux entretiens individuels, dispensés au sein de cabines insonorisées. Dans ces espaces protégés, visant à libérer la parole, il est possible de repérer des personnes en situation de souffrance psychique, de prévenir des violences, d'apporter des informations sur le droit (du travail, pénal, des étrangers...).

Un dispositif reconduit auprès de villes déjà bénéficiaires

Le dispositif nécessite un véritable travail de réseau, indique la directrice de l'Institut. Son bon fonctionnement dépend en effet d'un maillage partenarial important, entre la préfecture (qui donne son accord pour la tournée du bus), les équipes projet de l'Institut des Hauts-de-Seine qui organisent en amont, avec les équipes municipales, la venue du bus au sein des communes accueillant le dispositif, et les différents partenaires. La crise sanitaire a obligé les un.e.s et les autres à se réinventer. Ainsi, afin de pouvoir continuer à accueillir et apporter un soutien aux femmes les plus précarisées, le bus a adapté son accueil en proposant des stands à proximité des endroits où il stationne. Cela a permis de poursuivre l'accueil des femmes, tout en respectant les gestes barrières et les protocoles sanitaires. De fait, des associations, qui œuvrent à la lutte contre les violences faites aux femmes, ou au dépistage de cancers féminins, mais également des bailleurs sociaux, se sont ajoutés aux permanences – juridiques, psychologiques, médicales -, déjà en place. Afin de répondre au mieux aux besoins des femmes accueillies, des questionnaires anonymes sur la vie quotidienne et les besoins de celles-ci permettent d'ajuster les services offerts par le bus. Ainsi, de novembre 2019 à juin 2021, 1784 femmes ont bénéficié de ce dispositif dans les deux départements. Preuve de son efficacité, en 2021, les tournées sont reconduites auprès de nombreuses villes du territoire.

Contact : Aurélie Willig, chargée de communication / relations presse : institut@hauts-de-seine.fr

Ressources

< FILM DOCUMENTAIRE >

J'AI AIMÉ VIVRE LÀ : UN REGARD SUR LA VILLE NOUVELLE DE CERGY -PONTOISE



Le réalisateur Régis Sauder donne à voir par son film documentaire « J'ai aimé vivre là », le récit de celles et ceux qui résident ou qui ne sont que de passage à Cergy, ville-nouvelle qui a vu le jour il y a 50 ans dans le Val d'Oise. En collaboration avec l'écrivaine Annie Ernaux, originaire de Cergy, le film est entrecoupé par les lectures de ses romans « Journal du dehors » et « La vie extérieure ». Que reste-t-il de l'utopie initiale des années 1970 de cette ville-nouvelle, celle de transformer le terminus du RER A et de faire vivre en harmonie diverses communautés grâce à un fort tissu associatif ? Ce film documentaire recueille des images, des regards et des récits d'habitant.e.s (lycéen.ne.s, mères de famille, personnes plus âgées, acteur.rice.s associatif.ve.s...) résidant dans un paysage urbain fait de béton, de colonnades et d'alternance d'architecture contemporaine et de brutalisme.

www.film-documentaire.fr/4DACTION/w_fiche_film/60233_1

< DANS LA PRESSE - DISPONIBLE AU PÔLE RESSOURCES >

- « *Jeunesse : fractures à réparer !* », Dossier, Hélène Padieu et Christophe Robert, le Journal de L'Action Sociale, septembre, pp.17-23

(Disponible au Pôle ressources)

- « *Économie circulaire : gare aux solutions trop faciles* », Lucie Domingo, the Conversation, 23 septembre

https://theconversation.com/economie-circulaire-gare-aux-solutions-trop-faciles-165495

- **Et, pour une approche quotidienne de l'actualité nationale de la Politique de la ville, le panorama de presse réalisé par le Réseau National des Centres de Ressources Politique de la ville :** https://www.scoop.it/topic/actu-politiquedelaville



< A LIRE / A VOIR >



GOUVERNER AVEC LES HABITANTS

Dominique Lefrançois, Serge Wachter, éd. Recherches, août 2021, 240 p

La démocratie représentative comme la démocratie participative sont aujourd'hui en crise et cela affecte tout particulièrement les quartiers populaires, ceux où se concentrent les grands parcs de logements sociaux. L'implication des habitants dans les politiques qui affectent leur logement et leur cadre de vie y est sinon inexistante, du moins reste très limitée. Un tel déficit de citoyenneté est-il une fatalité ? Non, car des expériences de mobilisation citoyenne se sont multipliées ces dernières années, qui témoignent d'une sensibilité croissante des habitants aux enjeux des politiques de réhabilitation de leur logement et des espaces publics de leurs quartiers. Parallèlement, on observe la montée d'une injonction participative, adressée aux habitants et aux usagers, qui se répand dans les différents secteurs de l'action publique urbaine.

http://editions-recherches.com/fiche.php?id=158

4ème de couv



JEUNES DE QUARTIER. LE POUVOIR DES MOTS.

Marie-Hélène Bacqué, Jeanne Demoulin C&F éditions, octobre 2021, 240 p.

Qu'est-ce qu'être « jeune de quartier » ? À quelle expérience sociale, urbaine, familiale, à quelles visions de sa place dans la société et dans le territoire cela renvoie-t-il ? Ces questions sont au centre de cet ouvrage, fruit d'une recherche participative conduite dans dix villes ou quartiers de l'Île-de-France et associant 120 jeunes, une quinzaine de professionnels de la jeunesse et une quinzaine de chercheurs appartenant à différentes disciplines. La forme de l'abécédaire, dans lequel les voix, diverses, de chacun.e entrent en discussion, permet de naviguer, à partir des mots, entre des territoires, des regards, des expériences, des points de vue. Les analyses proposées, en partant des acteurs concernés, contredisent souvent les représentations de sens commun et en tout cas les complexifient.

https://cfeditions.com/jdq/

4ème de couv

n° ISSN : 1296-9338. Directeur de la publication : Guillaume Dejardin. Directrice de la rédaction : Caroline Dumand
Rédaction : Guillaume Dejardin, Caroline Dumand, Franck Doucet, Corentin Lara, Benoît Roméro, Noémie Siéfert